



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la communication**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Actions et outils de communication

« Boîte à outils »

SG-SAD3-006-25

Article 1.	Objet du marché.....	4
Article 2.	Caractéristiques du marché	4
a.	Allotissement	4
b.	Nature du marché	4
c.	Forme du marché.....	4
d.	Montant du marché.....	4
e.	Durée du marché	4
Article 3.	Procédure de passation	4
Article 4.	Pièces constitutives du marché.....	5
Article 5.	Clause sociale par l'activité économique	5
Article 6.	Modalités d'exécution des prestations	8
a.	Conduite des prestations par une personne désignée.....	8
b.	Lieux d'exécution de prestation	9
c.	Suivi technique et financier du marché	9
Article 7.	Modalités d'exécution des bons de commandes.....	9
a.	Devis.....	9
b.	Délais de réalisation	9
c.	Modalités d'émission des bons de commande.....	10
d.	Contenu des bons de commande	10
e.	Durée d'exécution des bons de commande.....	10
f.	Annulation ou modification des bons de commande.....	10
Article 8.	Obligation de confidentialité du titulaire.....	11
Article 9.	Prix du marché	11
a.	Nature des prix	11
b.	Contenu des prix.....	11
c.	Révision des prix.....	11
d.	Clause butoir.....	12
e.	Clause de sauvegarde.....	12
Article 10.	Modalités de règlement.....	12
a.	Acompte	12
b.	Avance.....	12
c.	Forme et périodicité des paiements	12
d.	Délais de paiements	13
e.	Intérêts moratoires.....	13
f.	Changements affectant le titulaire.....	13
Article 11.	Constataion de l'exécution des prestations.....	13
a.	Opérations de vérification	13
b.	Délai de vérification	13
Article 12.	Facturation	14

a.	Mentions obligatoires.....	14
b.	Envoi des factures dématérialisées	14
Article 13.	Pénalités	14
Article 14.	Droits de propriété intellectuelle	15
a.	Propriété matérielle des résultats	15
b.	Cession des droits de propriété intellectuelle	15
c.	Obligations du titulaire	16
d.	Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire	16
Article 15.	Traitement des données à caractère personnel	17
Article 16.	Résiliation du marché.....	17
Article 17.	Formalités administratives diverses	18
a.	Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail	18
b.	Assurance.....	18
c.	Nantissement ou cession de créance	18
Article 18.	Sous-traitance	18
a.	Acceptation des sous-traitants.....	18
b.	Paiement des sous-traitants	19
Article 19.	Litiges.....	19
Article 20.	Dérogations au CCAG/PI	19

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'accompagnement du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (MTE) et le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation (MATD) dans l'organisation de la réalisation de services de communication, mise en forme bureautique de divers documents de communication, traductions de contenus.

Article 2. Caractéristiques du marché

a. Allotissement

La consultation est allotie. Elle comporte deux (2) lots. Chaque lot constitue un marché.

- Lot n°1 : « Prestations d'exécution sur divers documents et supports administratifs ou techniques avec des logiciels bureautiques »
- Lot n°2 : « Traduction ».

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots.

b. Nature du marché

Chaque lot est un marché de services.

Il est soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de « prestations intellectuelles » (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

c. Forme du marché

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande en application de l'article R2162-2 du code de la commande publique.

Chaque accord-cadre, conclu avec un attributaire unique, est conclu avec un montant maximum tel que défini à l'article ci-après.

d. Montant du marché

Le montant maximum pour toute la durée du marché (4 ans) pour chacun des lots est :

- Lot n° 1 = 300 000 € HT avec un besoin estimé de 250 000 € HT
- Lot n°2 = 400 000 € HT avec un montant estimé de 350 000 € HT

e. Durée du marché

Chaque lot est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification, reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois. La durée maximale de chaque lot ne peut excéder 48 mois.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire dans un délai de trois **mois** avant la date anniversaire du marché.

Article 3. Procédure de passation

Cette consultation est passée en procédure d'appel d'offres en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives de chaque marché seul faisant foi, l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'acheteur sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement de chacun des lots ;
- le bordereau des prix unitaires, annexe 1 de l'acte d'engagement pour chacun des lots ;
- l'annexe relative aux clauses sociales, annexe 2 de l'acte d'engagement uniquement pour le lot 1 ;
- l'annexe délais maximum de livraisons proposés, annexe 2 de l'acte d'engagement, uniquement pour le lot 2 ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun aux deux lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun aux deux lots ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique de chacun des lots ;
- le ou les bon(s) de commande ;
- le ou les éventuels(s) acte(s) modificatif(s).

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché ne comprend que la copie de l'acte d'engagement.

Article 5. Clause sociale par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur fait application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution, consistant à réaliser un nombre d'heures travaillées et la réalisation d'un plan de progrès.

L'entreprise attributaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectifs d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>sur la durée de l'accord-cadre</u>
Lot 1	150 (cent cinquante) heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre s'inscrivent entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une Association intermédiaire (AI) ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion (EI), un Atelier et Chantier d'insertion (ACI) ou une Entreprise adaptée (EA).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur met en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales Etat
valentin.souchard@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à proposer des actions, définies en concertation avec l'acheteur et le facilitateur désigné au cours d'une réunion de lancement dédiée, sur chacun des axes de progrès suivants (non limitatif : le titulaire peut être force de proposition) :

Axes de progrès attendu en matière sociale	Exemples d'actions susceptibles d'être mises en œuvre (Non limitatif : le titulaire peut être force de proposition)
Découverte et sensibilisation des métiers à destination des publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;	<ul style="list-style-type: none">- Participer à des journées portes ouvertes pour établissements spécialisés ;- Participer à des temps de découvertes métiers avec des personnes reconnues travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;- Accueillir ces demandeurs d'emploi pour des enquêtes métier ;- Accueillir ces publics en recherche d'emploi ou projet professionnel, pour des stages ou PMSMP, etc ;- Participer à des temps d'ingénierie pour remobilisation et information de reconversion professionnelle ;

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui est fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (Monsieur Philippe ALBEROLA) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris copie valentin.souchard@epec.paris

En tout état de cause, le prestataire informe le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion par l'EPEC

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations doivent être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article 6. Modalités d'exécution des prestations

a. Conduite des prestations par une personne désignée

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne nommément désignée par le titulaire en tant que chef de projet. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'administration dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et l'en informer.

À défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de 7 jours indiqué ci-dessus, le marché pourra être résilié.

À ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'administration dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

b. Lieux d'exécution de prestation

Les prestations s'exécutent essentiellement dans les bureaux du titulaire ou ceux du ministère, situés à Paris ou à La Défense ; occasionnellement, des déplacements pourront avoir lieu en Province.

c. Suivi technique et financier du marché

Le marché étant mis à disposition d'un très grand nombre d'acteurs de services différents, à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire de chaque lot fournit un état récapitulatif des commandes reçues :

- Objet de la commande ;
- Service émetteur ;
- Nom du commanditaire ;
- Date ;
- Montant HT et TTC de la commande ;
- N° du marché (numéro d'engagement juridique de référence (EJ) ;
- N° du bon de commande ;
- Date du service Fait ;
- Date et montant HT et TTC de la facture.

Cet état récapitulatif au format .xls est transmis par mail au représentant du pouvoir adjudicateur qui sera désigné lors de la réunion de lancement du marché, **tous les six mois**, à compter de la date de notification du marché. Ce document sera adressé avant le 15 du mois suivant cette période de six mois.

Le pouvoir adjudicateur pourra le cas échéant organiser une réunion avec l'interlocuteur privilégié du titulaire afin de faire un point d'étape sur le suivi du marché. Le pouvoir adjudicateur peut organiser cette réunion en visio-conférence ou en présentiel sur son site à Paris. Dans ce dernier cas, les frais de déplacements pour les candidats résidant hors Île-de-France pourront faire l'objet d'une prise en charge.

Article 7. Modalités d'exécution des bons de commandes

a. Devis

Chaque prestation donnera lieu à l'émission d'un devis préalable à l'émission d'un bon de commande. Le devis détaillera la prestation ainsi que le délai de réalisation.

Ce devis sera établi à partir des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires de chacun des lots. Il fera l'objet d'une validation conformément aux dispositions de l'article 4.4 du CCTP.

b. Délais de réalisation

Sauf indication contraire mentionnée dans chaque lot, le délai de réalisation d'une prestation est précisé dans le devis du titulaire puis retranscrit dans le bon de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les délais sont fixés en **jours calendaires**, tels que définis à l'article 3.2.2 du CCAG/PI.

Sont pris en compte : le nombre de jours entre la notification et la première livraison de la prestation acceptée comme telle par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les temps de vérification ne sont pas pris en compte dans ce délai conformément à l'article 3.2.6 du CCAG/PI.

c. Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations du présent marché s'exécutent par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Comme indiqué au § 7.4, le marché est mis à disposition d'un très grand nombre d'acteurs de services différents, aussi, les bons de commandes sont émis et signés au sein de chaque service et notifiés au titulaire.

Les détails des modalités de la notification des bons de commande seront définis d'un commun accord avec la DICOM et le titulaire lors de la notification du marché.

d. Contenu des bons de commande

Les bons de commande mentionnent les informations suivantes :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro (n° EJ Chorus) et l'objet du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service bénéficiaire ;
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant des factures (FAC9450075) ;
- les prestations à exécuter désignées par l'intitulé figurant dans le BPU ;
- les quantités à exécuter ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le ou les lieux d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises ;
- Le numéro d'engagement juridique (n° EJ).

Le titulaire informe l'acheteur, dans un délai de quinze jours, conformément aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG/PI, de ses éventuelles observations sur les bons de commande qui lui sont notifiés ; ces bons de commande, conformément à l'article 3.7.3 du CCAG/PI, restent pleinement exécutoires.

e. Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du contrat.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels prévus au contrat, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de **trois (3) mois** calendaires après la fin du contrat.

f. Annulation ou modification des bons de commande

L'acheteur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en augmentant ou en diminuant la quantité des prestations commandées.

La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'**aucune indemnité** pour le manque à gagner.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire.

Article 8. Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du présent contrat, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité de l'article 5.1 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à ne faire état des résultats à aucun tiers, sauf autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 9. Prix du marché

Les prix du marché sont mentionnés dans le bordereau des prix unitaires de chacun des lots.

a. Nature des prix

Les prix des prestations sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

b. Contenu des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations prévues au titre du présent marché pour les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

c. Révision des prix

Conformément aux articles R.2112-8, R.2112-9 et R.2112-13 du code de la commande publique, les prix sont définitifs et révisables.

Les prix peuvent être révisés annuellement, à la date anniversaire du marché.

Ils sont révisés par référence à l'évolution de l'indice INSEE : **010766583 (prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication** Indice disponible sur le site <https://www.insee.fr>.

Le titulaire adresse ses nouveaux tarifs au représentant du pouvoir adjudicateur, un (1) mois avant la date de renouvellement, par courrier électronique à :

- dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr
- au représentant du pouvoir adjudicateur qui sera désigné pour chaque lot lors de la réunion de lancement du marché.

La variation des prix s'applique selon la formule suivante :

$$P = P_i \times V_t / V_i$$

où

- P = le prix révisé ;
- P_i = le prix initial ;
- V_t = Valeur de l'indice au mois de remise des offres ;
- V_i = la dernière valeur connue du même indice à la date de la demande faite par le titulaire

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/PI, le prix révisé est arrêté à la deuxième décimale.

En cas d'arrêt de l'indice, il conviendra d'utiliser le nouvel indice proposé par l'INSEE, sur un périmètre identique ou proche, avec une date et un coefficient de raccordement permettant de substituer la nouvelle série à l'ancienne.

Les tarifs révisés s'appliquent à tous les bons de commande notifiés après la révision.

Les prix ainsi révisés sont fermes pour la nouvelle période d'exécution du marché. Les prix de règlement n'ont pas à être constatés par voie d'avenant. Ils entrent en vigueur après réception du courrier du titulaire par l'administration, à la date de reconduction et au plus tard sept jours après et constituent le prix de règlement des prestations commandées après cette date.

La révision des prix, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/PI, ne s'applique pas aux bons de commande déjà notifiés.

Si le titulaire ne transmet pas ses nouveaux tarifs, les prix antérieurs continuent de s'appliquer.

d. Clause butoir

La personne publique se réserve le droit de rejeter la proposition de révision, si celle-ci entraîne une hausse supérieure à 5 % des prix H.T par rapport à l'année précédente. Dans ce cas, la personne publique propose au titulaire de plafonner à 5 % l'effet de la révision.

e. Clause de sauvegarde

En cas de refus de la part du titulaire, l'administration se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % l'an.

Article 10. Modalités de règlement

a. Acompte

Conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées au moment de la demande. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, la périodicité de versement des acomptes est ramenée à un mois à la demande du titulaire.

b. Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions suivantes :

– si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant TTC du bon de commande.

– si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le taux de l'avance s'élève à 30 % du montant suivant : 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois ;

ce taux est porté à 40 % si le bon de commande est émis par l'État à destination d'une PME.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

c. Forme et périodicité des paiements

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque bon de commande est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Le marché donne lieu, pour chaque bon de commande, à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait par l'acheteur.

Pour l'ensemble des prestations, les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article ci-après.

d. Délais de paiements

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles L.2192-10 et R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du Code de la commande publique. Le paiement est effectué après vérification du service fait, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements,
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

e. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

f. Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'acheteur de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre). L'acheteur ne peut être tenu pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au titulaire dont il n'aurait pas eu connaissance.

Les informations, accompagnées de tous les justificatifs utiles, sont envoyées par voie postale ou par messagerie à l'adresse suivante :

ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (MTE)
ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation (MATD)
DICOM
244, boulevard Saint-Germain
75 007 Paris
dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr

Article 11. Constatation de l'exécution des prestations

a. Opérations de vérification

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative à compter de la livraison de la prestation.

b. Délai de vérification

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **deux mois** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Article 12. Facturation

a. Mentions obligatoires

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro (n° EJ Chorus) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **FAC9450075**
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

b. Envoi des factures dématérialisées

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée en se connectant sur le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet également d'accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures.

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les demandes de paiement dématérialisés doivent comporter les mentions détaillées ci-dessus, et en particulier le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence (numéro Chorus) et le code service exécutant.

Le n° EJ est communiqué par la personne publique au moment de la notification du marché.

Ces deux mentions constituent des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Cette obligation s'applique tant au titulaire qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

Une copie de la facture déposée et de son numéro de récépissé chorus sera transmise au service administratif du ministère concerné.

Article 13. Pénalités

Pénalités pour retard

Elles commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai indiqué au bon de commande des prestations est expiré.

Le montant de cette pénalité, par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, est égal à :

$$P = 0,045 (V \times R)$$

où

- P = montant des pénalités ;

- V représente la valeur des prestations, indiqué sur le bon de commande, sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix (*cf.* art. 8.2 ci-dessus) et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,
- R représente le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de révision des prix prévue au marché leur est appliquée.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **90 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Article 14. Droits de propriété intellectuelle

Dans les paragraphes suivants, la notion de « résultats » correspond aux prestations réalisées dans le cadre du présent marché. Les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI sont applicables au présent accord-cadre. Ces résultats sont confidentiels et demeurent la propriété du ministère

a. Propriété matérielle des résultats

Le représentant du pouvoir adjudicateur est propriétaire de tous les documents, maquettes, esquisses, projets, illustrations, typons masters, et tout autre support des prestations fournies par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire doit remettre à la fin de la prestation l'ensemble des éléments (fichiers sources, gabarits, maquettes...) lui ayant permis de réaliser la prestation.

b. Cession des droits de propriété intellectuelle

Le titulaire cède à titre exclusif, pour le monde entier, tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle sur les résultats.

Sont notamment cédés tous les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction attachés aux résultats quelle qu'en soit la nature, par tout moyen, pour tout média et tout support (analogique ou numérique). Le pouvoir adjudicateur pourra céder ou licencier les droits de propriété intellectuelle acquis sur les résultats du marché pour toute utilisation, par tout moyen, pour tout média et tout support.

Le droit de reproduction cédé ci-dessus comprend notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire ou enregistrer les résultats sur tous les supports ou matériaux connus (film, photo, disque, bande magnétique, plaquette publicitaire, livre, catalogue, journaux, magazines, papier de commerce, enseigne, véhicules, internet, etc.) ;
- le droit d'établir ou de faire établir, en autant d'exemplaires qu'il plaira, tous les originaux, doubles ou copies, en tout format et pour tout procédé à partir des reproductions ci-dessus ;
- le droit de traiter avec tout fabricant, façonnier ou autre pour la mise en œuvre du droit de reproduction (imprimerie, laboratoire, éditeur, fabricant de disques, vidéogrammes, bandes magnétiques, etc.) sur tous les supports, matériaux et par tous les procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles, copies, reproductions, pour toute diffusion et communication publique au travers des différents médias (affichage, presse, cinéma, radiodiffusion et communication sonore et/ou télévisuelle, etc.) ou sur tout support quel que soit le procédé de diffusion ou de communication ;
- le droit d'utiliser tous les logos et visuels créés dans le cadre de ce marché.

Le droit de représentation comprend de la manière la plus générale le droit de diffusion et de communication des résultats au public en France et à l'étranger et en toute langue, sur tous les supports, pour tous les moyens de diffusion et de communication des paroles, du son et des images, notamment radiophonique, photographique, cinématographique, vidéographique par radiodiffusion sonore et/ou télévisuelle quel qu'en soit le procédé technique et communication par câble électrique ou optique, laser, voie hertzienne ou satellite.

Le droit d'adaptation cédé relativement aux résultats comprend au profit de la personne publique le droit d'adapter, d'actualiser, et de modifier tout ou partie des résultats, notamment en fonction de l'évolution de ses besoins publicitaires

et de promotion, et d'exploiter dans les conditions définies ci-dessus les adaptations qui en seront faites, sous réserve de respecter les droits moraux de l'auteur des œuvres.

Le titulaire doit également :

- obtenir, sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur sur une limitation de cession, des auteurs, concepteurs, inventeurs, qu'ils soient ou non ses salariés, la cession au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur de tous les droits exclusifs d'exploitation, droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ou de traduction, sur les résultats, par tout moyen, pour tout média et tout support (analogique ou numérique), pour toute la durée de protection du droit d'auteur, pour le monde entier, ainsi que les droits relevant de la protection au titre du droit des marques, dessins, modèles ou brevets en France et à l'étranger ;
- obtenir au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, de la part des personnes physiques, l'autorisation d'utiliser leur image ou l'un des éléments de leur personnalité et, plus précisément, pour les mannequins et pour les artistes interprètes, la cession des droits d'utilisation, définis dans le temps, l'espace et en fonction des médias, conformément aux besoins définis par le pouvoir adjudicateur et aux réglementations qui leur sont respectivement applicables. Le représentant du pouvoir adjudicateur précise qu'il souhaite disposer des droits les plus larges possibles.

S'agissant de la durée de la cession des droits ci-dessus, le titulaire accepte cette disposition pour une durée de **cinq (5) ans** à compter de la livraison des résultats. Au-delà de cette période, l'administration peut faire une demande ponctuelle de cession des droits dits patrimoniaux, que le titulaire s'engage à accepter.

Concernant les droits extérieurs au titulaire (droits pour une image, comédiens, etc), le titulaire s'engage à acquérir ces derniers pour une durée de deux (2) ans à compter de la livraison des résultats, sauf demande expresse de l'administration, et à faire le nécessaire en cas de reconduction et/ou à donner les informations nécessaires à l'administration pour que celle-ci puisse assurer une éventuelle extension/prolongation.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix du marché et devra être expressément indiquée dans les échanges et devis correspondants.

Le titulaire s'engage à céder ces droits gracieusement pour une utilisation des résultats dans les réseaux ou les outils propres à l'administration (intranet, présentation, site internet, etc) pour la durée de 30 ans dans le monde entier, sous réserve que cette disposition ne contrevienne pas à un engagement spécifique pris par le titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur.

c. Obligations du titulaire

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de la personne publique.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de la personne publique.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de la personne publique ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par la personne publique.

Le titulaire apporte au pouvoir adjudicateur sa pleine et entière garantie que les résultats sont juridiquement disponibles et ne sont grevés, à quelque titre que ce soit, partiellement ou totalement, directement ou indirectement, de droit de tiers.

Le titulaire supportera et garantira le pouvoir adjudicateur de toutes les charges, condamnations et débours divers pouvant découler d'un manquement à ses obligations.

De son côté, le pouvoir adjudicateur garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui imposerait l'utilisation.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou le pouvoir adjudicateur, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

d. Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

La personne publique n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer à la personne publique, à la demande de cette dernière, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

La personne publique s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à la personne publique pour l'utilisation des résultats des prestations.

Article 15. Traitement des données à caractère personnel

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG/PI.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur et applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données ou RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique (budget.mag.dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr) et par téléphone. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Article 16. Résiliation du marché

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI et dans les cas prévus dans le présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 27 du CCAG/PI, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité. S'agissant d'un accord-cadre sans engagement minimum, il n'y a de fait aucune indemnité de résiliation.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

Le marché est résilié, après mise en demeure, si le titulaire contrevient aux obligations prévues à l'article 324.4 ou 324.7 du code du travail.

Article 17. Formalités administratives diverses

a. Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail

Le titulaire remet à l'acheteur, lors de la notification du marché puis tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, la liste nominative des salariés étrangers qui sont employés pour l'exécution du marché et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail est établie à partir du registre unique du personnel.

b. Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, il doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

c. Nantissement ou cession de créance

En vue de nantir ou de céder la créance qu'il détient sur l'acheteur, le titulaire peut réclamer une copie du marché dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-46 à R2191-53 du CCP.

L'acheteur remet, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant payé directement, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La demande est adressée au bureau SAD3 par courriel à :

sad3.sas.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr

Article 18. Sous-traitance

a. Acceptation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance — et, le cas échéant, les modalités de variation des prix — et, le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes, il demande la modification de l'exemplaire unique du marché. Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement

de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

b. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Notamment, l'acheteur doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;
- du titulaire, l'accord, total ou partiel, sur le paiement demandé, cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze jours après avoir reçu la demande de paiement du sous-traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 19. Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG/PI.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 20. Dérogations au CCAG/PI

L'article xxx du présent CCAP	Déroge à l'article xxx du CCAG/PI
4	4.2.1
6	3.4.3
9	10.2.3 et 10.2.2
13	14
16	40